



VILLE DE SOLLIÈS-PONT

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

POLICE MUNICIPALE

Solliès-Pont, le 06 février 2018

## ARRETE

Portant interdiction de stationner sur le parking Autran  
à l'occasion de la manifestation « **les matins de l'emploi** »  
le jeudi 22 mars 2018

N° Départ : 04/2018/08/PM/SG

**Le maire de Solliès-Pont,**  
**Officier de la Légion d'honneur,**  
**Officier de l'Ordre national du Mérite.**

- Vu** la loi du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes,  
**Vu** les articles L. 2212-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,  
**Vu** les articles du Code de la route,

**Considérant** qu'il convient d'interdire le stationnement au fond du parking Autran après le conseil départemental pour faciliter la manifestation « **Les matins de l'emploi** »,

**Considérant** que pour assurer la sécurité des biens et des personnes cette interdiction est impérative

# arrête

- Article 1** : Le stationnement sera interdit pour tous véhicules, y compris les deux roues, sur le fond du parking Autran après le Conseil Départemental.
- Article 2** : Cette interdiction prendra effet le mercredi 21 mars 2017 à partir de 18 heures au jeudi 22 mars 2017 jusqu'à 13 heures. Des panneaux seront mis en place par le service de la police municipale.
- Article 3** : La police municipale sera chargée de faire respecter le présent arrêté et tout contrevenant sera verbalisé et pourra voir son véhicule mis en fourrière.
- Article 4** : Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté
- Madame la Directrice Générale Adjointe des services
  - Monsieur le Chef de service de la police municipale de SOLLIES-PONT
  - Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de LA FARLEDE.
- Article 5** : Le Maire de la commune de SOLLIÈS-PONT, certifie sous leur responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, informe qu'en vertu du Décret n°65-29 du 11 janvier 1965 modifié, relatif aux délais de recours contentieux en matière administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le Maire,

Docteur André GARRON

